

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le **21 OCT. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNEAL N/E (ex Haut de France)

rue Lamendin
59293 NEUVILLE SUR ESCAUT

Références : 2022-V1-503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement UNEAL N/E implanté rue Arthur Lamendin 59293 NEUVILLE SUR ESCAUT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 qui a fait suite à la dernière inspection du 09/11/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL N/E
- rue Arthur Lamendin 59293 NEUVILLE SUR ESCAUT
- Code AIOT : 0007003486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UNEAL de Neuville-sur-Escout est constitué de 2 unités :

- une unité de fabrication d'aliments pour bétail (activité principale bénéficiant du régime de l'autorisation classée sous la rubrique 2260) ;
- un ensemble de réception, stockage, expédition de céréales en silos plats et ses activités annexes de stockage d'engrais et de séchage du grain (activité principale classée à Enregistrement sous la rubrique 2160).

Le site, dans sa globalité, était autorisé à être exploité par la Société ESSOR AGRICOLE par arrêté préfectoral du 24 octobre 1988.

Au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, cet établissement est aujourd'hui considéré comme un site unique, exploité par la Société UNEAL.

Les activités de stockage d'engrais, objet de la présente inspection, relèvent du régime de la déclaration sous la rubrique 4702-III.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté de mise en demeure du 13/04/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Résistance au feu	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 2.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 1.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 3 faits susceptibles de suites pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de l'exploitant permettant de justifier la réalisation des travaux de mise en conformité selon ses engagements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois
Prescription contrôlée : <u>Article 1 :</u> La société UNEAL, autorisée à exploiter une installation de stockage de céréales en silos et un bâtiment de stockage d'engrais, rue Arthur Lamendin sur la commune de Neuville-sur-Escaut, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2009 en : <ul style="list-style-type: none">• mettant à jour l'affichage de la quantité d'engrais selon une fréquence en adéquation, pour toutes les périodes d'activité, avec l'objectif d'information des services de secours dès leur arrivée sur site en cas d'accident conformément aux prescriptions de l'article 8.3.3 susvisé,• repérant de manière pérenne depuis l'extérieur du bâtiment de stockage des engrais l'emplacement des cases de stockage conformément aux prescriptions de l'article 8.3.3 susvisé. <u>Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 8.3.3.</u> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur. Aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'est stocké dans le bâtiment comprenant le stockage d'engrais. En particulier, la présence de matières combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Seule la présence de palettes sous les engrais conditionnés et d'une bâche de protection pour les engrais stockés en vrac est tolérée.
Constats : Un état des stocks d'engrais est tenu à jour en temps réel de manière informatique (gestion des stocks par site). L'exploitant est en mesure de sortir, sans délai et à distance, une extraction de cet inventaire. Une extraction a été fournie en séance. Cet état des stocks est complété d'un plan des cases de stockage d'engrais (schéma des cases, nom du produit, classement ICPE). Ce plan est affiché au bureau d'accueil, ainsi qu'à l'extérieur du bâtiment engrais. Il est mis à jour à chaque changement de produit dans une case. A l'intérieur du bâtiment, à l'entrée de chaque case, le nom du produit stocké et la quantité associée y est rappelée. Cette affichage de la quantité est dorénavant mise à jour quotidiennement.

Fait susceptible de suite n°1 :

Dans un objectif d'information des services de secours dès leur arrivée sur site en cas d'accident, les quantités d'engrais doivent utilement être affichées à l'extérieur des cases afin d'être visibles sans nécessiter leur ouverture (cases fermées à clef).

L'exploitant s'est verbalement engagé à afficher les quantités d'engrais stockées à l'extérieur du bâtiment.

Sur les portes du bâtiment engrais, les numéros des cases sont clairement signalés.

L'exploitant a réalisé une signalisation à la peinture afin que les emplacements des cases ainsi que ceux des murs de séparation soient dorénavant repérables depuis l'extérieur du bâtiment (sur toutes ses faces).

Le bâtiment engrais est à usage unique de stockage des engrais en vrac : aucun matériel, ni engin n'y sont stockés.

Type de suites proposées : Susceptible de suite (délai de 15 jours)

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois

Prescription contrôlée :Article 2:

La société UNEAL, autorisée à exploiter une installation de stockage de céréales en silos et un bâtiment de stockage d'engrais, rue Arthur Lamendin sur la commune de Neuville-sur-Escout, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2009 en :

- justifiant de la stabilité au feu de degré au moins égal à 1 heure de la charpente du bâtiment de stockage des engrais conformément aux prescriptions de l'article 8.3.4.2 susvisé

Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 8.3.4.2.

Les murs (extérieurs, séparatifs et parois des cases) en contact avec de l'engrais et murs mitoyens à une autre zone de bâtiment doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

R : capacité portante

E : étanchéité au feu

I : isolation thermique

Les classifications sont exprimées en minutes (120 : 2 heures).

Les charpentes présentent une stabilité au feu de degré au moins égal à 1 heure.

Constats :

En séance, l'exploitant précise que la structure métallique de la charpente ne permet pas de lui conférer une stabilité au feu d'au moins 1 heure.

Aussi, il a réalisé un devis (transmis par mail en séance) relatif à l'impression d'une peinture

intumescante pour une stabilité au feu de 60 minutes. Ce devis de la société ROTH date du 06/10/2022.

Il précise qu'un second devis est en cours pour une protection de la charpente par flocage.

Par courriel du 12/10/2022, l'exploitant transmet le devis de la société PROSECO daté du jour même, ainsi que les documents techniques des produits de flocage. Il précise que la commande correspondante est passée (le bon de commande est joint) et que les travaux sont prévus du 17 au 24 octobre 2022.

Fait susceptible de suite n°2 :

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la stabilité au feu de degré au moins égal à 1 heure de la charpente du bâtiment de stockage des engrais conformément aux prescriptions de l'article 8.3.4.2.

Toutefois au regard de l'avancement des démarches de mise en conformité et des engagements pris par l'exploitant, aucune suite administrative n'est proposée dans l'immédiat.

Il appartient à l'exploitant de transmettre dès la fin des travaux, la justification de la stabilité au feu de degré au moins égal à 1 heure de la charpente du bâtiment.

Le document remis doit attester que les travaux sont réalisés suivant les normes en vigueur et permettent de conférer à la charpente une stabilité au feu d'au moins 1 heure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites (délai de 15 jours)

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022, article 3.

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois

Prescription contrôlée :

Article 3 :

La société UNEAL, autorisée à exploiter une installation de stockage de céréales en silos et un bâtiment de stockage d'engrais, rue Arthur Lamendin sur la commune de Neuville-sur-Escout, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.3.5 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2009 en :

- justifiant que la surface utile d'ouverture des systèmes de désenfumage est supérieur ou égale à 2% de la surface au sol du bâtiment de stockage conformément aux prescriptions de l'article 8.3.5 susvisé.

Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 8.3.5.

Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux dangers particuliers de l'installation.

Parmi les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre (exutoires), les dispositifs passifs (ouvertures permanentes) sont privilégiés. Pour les dispositifs actifs, ils sont à commande manuelle ou à commandes automatique et manuelle.

Leur surface utile d'ouverture (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 2%.

Ces dispositifs doivent être convenablement agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais. En exploitation normale, les commandes actionnant le réarmement (fermeture) sont situées à hauteur d'homme. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès, issues donnant sur l'extérieur et sont aisément accessibles.

Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident.

Les ouvrants (portes, fenêtres...) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.

Constats :

En séance, l'exploitant précise que d'après les mesures réalisées, la surface utile d'ouverture des systèmes de désenfumage est inférieure à 2% de la surface au sol du bâtiment de stockage.

Il précise qu'un devis et une commande sont passées pour la mise en conformité. Les travaux sont planifiés à compter du 17 octobre pour une durée de 10 jours.

Par courriel du 12/10/2022, l'exploitant transmet les justificatifs suivants :

- note de calcul du désenfumage existant : surface de désenfumage de 7 m² soit un peu plus de 1% de la surface du bâtiment qui est de 688,5 m²;
- note de calcul de désenfumage naturel : ajout de 14 grilles de ventilation naturelle dans le bardage au-dessus des portes (dans le tiers supérieur du bâtiment). Soit une surface supplémentaire de 10,514 m², permettant de porter la surface de désenfumage à 17,514 m² pour une surface minimum requise de 13,77 m² correspondant à 2% de la surface du bâtiment;
- le bon de commande du 01/08/2022 passée auprès de la société Lespinois Levage pour la réalisation des travaux de mise en conformité du désenfumage;
- un courriel de la société Lespinois Levage qui confirme le démarrage des travaux à compter du lundi 17/10/2022 pour une dizaine de jours.

Fait susceptible de suite n°3 :

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la surface utile d'ouverture des systèmes de désenfumage est supérieure ou égale à 2% de la surface au sol du bâtiment de stockage conformément aux prescriptions de l'article 8.3.5.

Toutefois au regard de l'avancement des démarches de mise en conformité et des engagements pris par l'exploitant, aucune suite administrative n'est proposée dans l'immédiat.

Il appartient à l'exploitant de transmettre dès la fin des travaux, la justification du bon dimensionnement des dispositifs de désenfumage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites (délai de 15 jours)

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 1.5.1.

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par courrier du 28 janvier 2022, l'exploitant a informé le préfet des différentes actions menées sur son site de Neuville-sur-Escaut depuis l'incendie de la tour de fabrication le 25 avril 2019.

En application de l'article R.512-74.II du code de l'environnement, il a sollicité une demande de prorogation de quelques semaines du délai d'interruption d'exploitation de 3 ans. Au regard des éléments de son courrier et de son engagement à informer des évolutions potentielles de son planning, la demande a été considérée comme acceptable par courrier du 1^{er} juillet 2022 du préfet.

Toutefois, le préfet a rappelé à l'exploitant qu'en application de l'article R.181-46.II du code de l'environnement, la reprise des activités du site est conditionnée à l'actualisation du dossier de porter à connaissance déposé le 12 novembre 2018 concernant l'augmentation de l'activité des installations, ainsi qu'à la mise à jour de l'étude de dangers du site au titre de ce même dossier de porter à connaissance mais également de la gestion des suites de cet incendie.

Par courrier du 01/07/2022, l'exploitant a transmis au préfet son dossier de porter à connaissance présentant les modifications suite à l'incendie ainsi que l'actualisation de l'étude de dangers.

Les éléments transmis nécessitent un examen approfondi de l'inspection de l'environnement. Ceux-ci sont en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet